Récits du conflit entre les Ifoghas et les Imghad

(Re-)positionnement, grammaire de la parenté et compétition entre élites politiques touarègues

Narratives of the Conflict between Imghad and Ifoghas. (Re-)positioning, Kinship Grammar and Competition between Tuareg Political Elites

Adib Bencherif

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/25889>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.25889

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 427-451

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Adib Bencherif, « Récits du conflit entre les Ifoghas et les Imghad », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 234 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/25889> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.25889>

Récits du conflit entre les Ifoghas et les Imghad

(Re-)positionnement, grammaire de la parenté et compétition entre élites politiques touarègues

La dernière rébellion touarègue¹ a débuté en 2012 au nord du Mali et s'est achevée officiellement en 2015 avec la signature à Bamako de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger². Pourtant, les violences intercommunautaires et intracommunautaires perdurent au cours des années qui suivent la signature de cet accord. Elles concernent notamment deux communautés touarègues, les Ifoghas³ et les Imghad⁴, respectivement dominantes et subordonnées dans la région de Kidal (Bencherif 2018). Au cours de la dernière rébellion touarègue, la rivalité entre ces deux groupes est devenue particulièrement manifeste avec la création en 2014 du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia), une milice progouvernementale composée d'Imghad et dirigée par le général El Hadj Ag Gamou⁵. Cette milice s'oppose aux groupes rebelles touaregs, plus spécifiquement au Haut Conseil de l'Unité de l'Azawad (HCUA) composé des Ifoghas et de leurs alliés.

Au cours de leur conflit, les rapports de force entre le HCUA et le Gatia fluctuent, notamment en fonction du soutien des autres communautés touarègues et de ceux d'acteurs nationaux et internationaux (*ibid.*). Les différentes

1. De nombreux *leaders* et « cadres » touaregs, particulièrement au sein des groupes rebelles, préfèrent être qualifiés de « Kel Tamasheq » (« Ceux qui parlent le tamasheq ») plutôt que de Touaregs. Les deux termes ont été utilisés lors des entretiens. Le terme « touareg » et ses déclinaisons sont préférés dans la présente étude.
2. On y réfère dans le texte par les termes d'« accord » et d'« accord d'Alger ».
3. Ifoghas est le pluriel d'Afaghis.
4. Imghad est le pluriel d'Amghid.
5. Ag Gamou est un Amghid originaire de la région de Ménaka.

élites⁶ politiques touarègues imghad et ifoghas vont donc structurer des récits familiaux et de parenté pour coopter les autres groupes touaregs, discréditer leur adversaire au cours du conflit et asseoir leur légitimité au sein de la mosaïque politique touarègue⁷. Alors que les tensions entre les Imghad et les Ifoghas ont commencé dès les années 1990 au nord du Mali, les élites touarègues des deux communautés mobilisent des récits de parenté pour justifier ou remettre en question la distribution du pouvoir politique entre les communautés touarègues dans la région de l'Adagh au nord du Mali⁸.

Jusque-là, seuls les travaux de G. Klute (2004, 2011) étudient de manière détaillée les récits en compétition des Ifoghas et Imghad au cours des années 1990. G. Klute analyse la manière dont les différents acteurs locaux racontent, cristallisent et construisent simultanément le conflit. S'insérer dans la lignée de ses travaux permet d'explorer plus en profondeur les récits et donc les dynamiques sous-jacentes à ce conflit armé. Peu a été dit sur les récits du dernier conflit (depuis 2012).

Les études récentes décrivant le caractère instrumental des *leaders* des groupes armés les passent sous silence ou ne les développent pas assez (Lecocq *et al.* 2013 ; Bencherif & Campana 2017 ; Desgrais *et al.* 2018). Comment les diverses élites politiques touarègues mobilisent-elles ces récits familiaux et de parenté au cours du dernier conflit pour s'assurer, accroître ou obtenir des allégeances et alliances communautaires ? Comment les différents épisodes de conflit armé et de compétitions électorales sont-ils mobilisés pour expliquer le conflit actuel et renforcer le sentiment d'appartenance communautaire ?

M'appuyant sur les approches de la sociologie pragmatique, je considère le récit comme un acte narratif et donc un type d'action (Nachi 2009). L'action est consubstantielle au récit, car elle est narrée par les acteurs qui la mettent en scène à l'aune de leurs intérêts, des circonstances présentes, de leurs interlocuteurs et de leurs expériences. Dans la présente étude, la parenté correspond à l'origine commune partagée par les membres d'une « tribu » ou du groupement politique plus englobant⁹. Ceux-ci sont effectivement intriqués à de grands récits lignagers semi-mythiques évoquant un ancêtre commun ou encore des alliances passées ancestrales, parfois en mobilisant

6. Les élites politiques touarègues constituent une catégorie englobant les élites « traditionnelles » et diverses élites touarègues « émergentes ». L'utilité de cette catégorie « étique » sera discutée dans la suite du texte.

7. Dans cet article, les élites touarègues et les élites politiques touarègues sont des termes interchangeables.

8. La région de Kidal correspond à une grande partie de l'Adagh (fig. 1).

9. Le groupement politique regroupe plusieurs « tribus » (BOILLEY 1999). Il est préféré au terme plus maladroît de « confédération » touarègue.

des relations matrimoniales, amicales, fraternelles ou hiérarchiques entre les ancêtres des groupes concernés (Klute 2004, 2011 ; Badi 2010). La tribu et le groupement politique sont donc pensés comme des « familles élargies »¹⁰ (Balandier 1975 ; Barou 2017). Dans le cas des chefferies « traditionnelles » touarègues, leurs récits familiaux ont d'ailleurs tout intérêt à être extensifs et à y intégrer et subordonner d'autres communautés touarègues pour conserver une influence au sein de la mosaïque politique touarègue.

Les systèmes familiaux basés sur les structures lignagères dans les pays d'Afrique de l'Ouest ont été bouleversés par les changements dans l'organisation et la répartition du travail (Vimard 1993). Les relations d'interdépendance économique entre les chefferies « traditionnelles » et les groupes subordonnés se sont donc étiolées et tendent à s'évanouir. L'économie agropastorale des communautés touarègues n'y fait pas exception avec, par exemple, l'autonomisation économique des Imghad vis-à-vis de la chefferie des Ifoghas (Bourgeot 1990b ; Lecocq 2010). Pourtant, la famille de la chefferie du groupement politique des Ifoghas parvient à conserver des liens d'appartenance avec les membres de la « famille » à travers la mobilisation d'imaginaires porteurs de liens affectifs auxquels continuent de souscrire les membres du groupe.

Après avoir présenté les principaux défis méthodologiques de terrains de recherche que j'ai réalisé entre 2016 et 2017, je propose l'idée que la structuration des récits des élites se fait autour d'une « grammaire de la parenté ». Je définis celle-ci comme une convention tacite ancrée dans des logiques lignagères liées aux notions de *tawset*¹¹ et de *temet*¹². Puis, je me penche sur le concept d'élites politiques touarègues et discute les rôles des structures politiques « traditionnelles » de la mosaïque touarègue, à savoir les catégories statutaires, les logiques tribales et la fonction de l'*amenokal*¹³. Je présente comment la famille de l'*amenokal* des Ifoghas et leurs proches parents se maintiennent au pouvoir, par des récits familiaux modulés en fonction des circonstances, dans les arènes politiques nationales et dans la région de Kidal. Enfin, je me penche sur les élites imghad dont l'objectif est d'acquérir le capital politique détenu par la partie adverse, plus précisément à Kidal, en remportant, notamment, les élections locales. En s'engageant dans le GATIA, certains

10. Sur les questions de la famille et la parenté touarègue prise dans son sens strict, autour des jeux de filiation par les neveux ou les fils et sur les relations matrimoniales au sein des communautés touarègues, de nombreuses discussions existent (BOURGEOT 1976 ; CASAJUS 1982 ; BONTE, BROCK & CLAUDOT-HAWAD 1986).

11. La traduction imparfaite de *tawset* est tribu.

12. *Temet* réfère au « lignage ».

13. L'*amenokal* est le chef « traditionnel » du groupement politique touareg. Parmi les *imenokaken* (pluriel) au nord du Mali, celui des Ifoghas est le plus influent.

Imghad de l'Adagh, qui sont généralement appréhendés comme une catégorie sociale inférieure dans la hiérarchie statutaire « traditionnelle » de la région de Kidal, cherchent à s'émanciper des structures politiques « traditionnelles » des Ifoghas. Le récit de parenté mobilisé par le Gatia permet de fédérer des Imghad qui n'appartiennent pas nécessairement à l'arène politique de Kidal dans la lutte pour l'affaiblissement des structures politiques « traditionnelles » des Ifoghas. Pour expliquer les reconfigurations politiques se déroulant au sein de l'Adagh, je me pencherai plus spécifiquement sur les récits énonçant des liens entre le dernier conflit et celui des années 1990 entre Imghad et Ifoghas et traitant des jeux électoraux communaux de 1999 et 2009 dans la région de Kidal.

Situer les récits dans le conflit : des limites aux enjeux méthodologiques

Cet article repose sur un matériel empirique collecté au cours de deux séjours de recherche. Le premier terrain, exploratoire, réalisé de juillet à septembre 2016, s'est inscrit dans le cadre de mes recherches doctorales au Mali. Le second séjour a été mené de novembre 2016 à septembre 2017 au Mali et au Niger afin de mener une étude comparative des récits des élites touarègues dans les deux pays. Faire du terrain dans les zones rurales devient de plus en plus difficile pour des raisons évidentes de sécurité, certes pour le chercheur, mais également pour ses informateurs dans un contexte de violence politique aiguë. D'autres stratégies doivent être mobilisées pour la collecte de données, notamment le recours aux élites touarègues comme informateurs clés, le développement de réseaux et l'organisation de rencontres avec des représentants de l'ensemble des communautés touarègues présentes dans la capitale et la prise en compte des dimensions tribales, générationnelles et de genre au sein de l'échantillon (Ayimpam *et al.* 2014 ; Hagberg & Körling 2015)¹⁴.

Par conséquent, dans le cadre de mes recherches doctorales, des entretiens semi-directifs et non directifs, ainsi que des groupes de discussion, souvent spontanément formés, ont été réalisés à Bamako avec des élites politiques touarègues. Plus de cinquante personnes représentant divers types

14. Les questionnements sur ma « positionnalité » et sur les différents défis accompagnant une recherche centrée sur les élites touarègues sont abordés dans le cadre du chapitre méthodologique de ma thèse de doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Dirigée par le professeur Cédric Jourde, elle s'intitule : « Des insurrections touarègues au Mali et au Niger à l'exploration des récits : les pratiques de représentation temporelle et spatiale » (titre provisoire).

d'élites touarègues ont été rencontrées à Bamako, pour la plupart à plusieurs reprises. Ces dernières étaient associées aux différents groupes armés (passés ou présents), étaient membres de l'administration, de la famille des chefferies traditionnelles ou de la « société civile »¹⁵. Ces catégories se chevauchaient régulièrement. La quasi-totalité des entretiens est anonymisée du fait du caractère sensible des données¹⁶.

Les élites touarègues sont généralement les intermédiaires du chercheur étranger pour appréhender les communautés touarègues (Grémont 2010 : 45). Depuis le début du conflit malien en 2012, les élites touarègues ont été très sollicitées par les chercheurs étrangers. Leurs récits sont donc très rodés, construits et adaptés au chercheur en fonction du positionnement identifié ou supposé de ce dernier sur la scène internationale, dans l'arène nationale et dans les relations entretenues par celui-ci avec certaines communautés touarègues. À titre d'exemple, ma première rencontre avec Mohamed Lamine Fall¹⁷, de la communauté des Ifoghas, a été facilitée par un membre de la communauté des Iraganaten, une communauté très partagée oscillant entre un soutien aux Imghad ou aux Ifoghas. Mohamed Lamine Fall allait donc insister davantage dans son récit sur le positionnement des Iraganaten dans l'Adagh et le fait qu'ils sont les « bras droits » des Ifoghas, qu'ils sont très liés à eux et qu'ils sont leurs « parents ».

15. Pour les membres de la « société civile », ces derniers correspondaient souvent à des courtiers locaux du développement (OLIVIER DE SARDAN & BIERSENK 1993).

16. Cette recherche a été réalisée grâce à la bourse Joseph Armand Bombardier (n 767 2015 1494) octroyée par le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) du Canada.

17. Celui-ci est membre de la communauté des Ifoghas. Il est mentionné par B. LECOCQ (2010 : 17), comme l'un de ses informateurs. G. KLUTE (2011 : 172-175) y réfère à son tour. Toutefois, ces deux auteurs le présentent comme « Mohammed Lamine ag Mohammed Fall ». Il s'est présenté à moi comme Mohamed Lamine Fall, sans mentionner le « ag » signifiant « fils de » en tamasheq. Originaire aussi de Mauritanie (deux ou trois générations plus tôt), il se considère toutefois comme Afaghis. Il semble, en revanche, faire un rappel à ses origines arabes par ce changement nominal *a priori* récent. Dans le même ordre d'idée, un Afaghis l'a accusé devant moi de vouloir « arabiser » les Touaregs. Mohamed Lamine Fall s'est présenté à moi en tant que chercheur historien de l'Adagh et membre des Ifoghas. D'aucuns pourraient arguer qu'il joue un rôle d'idéologue pour les Ifoghas. Lorsque je l'ai rencontré, il officiait aussi en qualité de président du bureau du Haut conseil islamique de Kidal. Il est le seul informateur parmi les communautés touarègues que je nomme expressément car il est d'abord l'un des rares à m'avoir permis de le citer. De plus, sa mention explicite présente un intérêt particulier car il est, du fait de son rôle singulier de « conteur » du récit de la chefferie des Ifoghas, l'un des informateurs les plus accessibles au sein de cette communauté pour le chercheur étranger. Il constitue donc un point d'entrée vis-à-vis de cette communauté qu'il est important de discuter et de questionner de manière transparente.

Comme l'énonce Charles Grémont (*ibid.*), de nombreuses études sur les Touaregs se penchent sur les institutions politiques et les nœuds de pouvoir au sein de ces communautés. Elles se basent la plupart du temps sur les propos des élites de ces milieux et tendent à oublier de situer et questionner leurs récits (*ibid.*). Constatant le biais « élitiste » de mes terrains, je décidai de développer un agenda réflexif et critique sur les récits collectés et sur le comportement des élites touarègues en en faisant l'un des objets d'étude centraux de ma thèse.

Lors de mes séjours de recherche, les Imghad du Gatia étaient dans une position dominante dans l'Adagh (fig. 1). Le conflit entre les Imghad du Gatia et le HCUA, débuté en 2014, avait connu une accalmie après la tenue de rencontres intercommunautaires à Anéfis entre septembre et octobre 2015. Le conflit reprit l'été 2016, tandis que j'effectuais mon premier séjour de recherche. À l'exception de Mohamed Lamine Fall, les Ifoghas rencontrés restaient généralement très réservés dans les échanges, ce qui est partiellement explicable par les difficultés militaires qu'ils rencontraient dans la région de Kidal. Les personnes se réclamant des Imghad étaient donc les plus intéressées à me rencontrer pour énoncer et diffuser leurs récits comme reflet de la réalité du terrain.

Ce déséquilibre dans l'accès aux récits des deux communautés constitue l'une des limites de cette étude. Néanmoins, d'autres communautés touarègues, à l'extérieur du conflit, à l'instar des Kel Ansar et des Shamanamas, m'ont offert leurs regards sur les récits des Ifoghas et des Imghad du Gatia. Ces entretiens avec des membres d'autres communautés permettent de remettre en perspective et donc de rééquilibrer l'ensemble des propos collectés. Un groupe de discussion, mené le 5 janvier 2017, avec des élites imghad du Gatia résume de manière particulièrement claire les principaux éléments narratifs convoqués par les Imghad pour réclamer le pouvoir dans la région de Kidal. Celui-ci servira de structure pour discuter les récits imghad.

Grammaire de la parenté ancrée dans les notions de *tawset* et *temet*

En sociologie pragmatique, la grammaire correspond aux règles du politique acceptées par tous les acteurs (Nachi 2009 : 46-48). Elle permet d'anticiper les actions des autres acteurs. Elle est la structure narrative sous-jacente, mais flexible des récits des acteurs. Elle peut se modifier partiellement à travers les diverses narrations des acteurs (*ibid.* : 48). Sa mobilisation s'inscrit comme une compétence des acteurs. Comme l'énonce Nachi (*ibid.* : 39), la compétence « se réfère tour à tour à l'*aptitude*, à la maîtrise, au *savoir-faire*,

FIG. 1. — CARTE DES ESPACES POLITIQUES TOUARÈGES AU NORD DU MALI

Carte éditée par A. Saint Girons et B. Dupuis, dans *Les rébellions touarègues*, Paris, Ibis Press, 2008, reproduite après autorisation à partir du site Tamoudre.org.

au *pouvoir-agir*, aux *capacités cognitives*, sans se confondre avec l'une ou l'autre de ces acceptions ».

Dans le cadre de cette étude, je propose la notion de grammaire de parenté comme structure narrative dans laquelle s'articulent les récits des élites politiques touarègues. Cette grammaire de la parenté est ancrée dans deux notions émiqes qui s'enchevêtrent souvent, celles de *tawset* et *temet*. « *Temet* », littéralement « placenta », réfère au lignage (Lecocq 2010 : 9). Le lignage est actuellement principalement patrilinéaire au sein des communautés touarègues du nord du Mali. Il est basé sur le prestige associé à des ancêtres, à leurs prouesses et à des mariages et des alliances matrimoniales passées positionnant le groupe. Le lignage est principalement convoqué par les groupes considérés comme « nobles ». Celui-ci permet de réclamer une autorité politique où le prestige des ancêtres et les actions menées par le passé pour les communautés touarègues constituent un capital symbolique. Les élites « traditionnelles » tenantes de la chefferie traditionnelle, à l'instar des Ifoghas, convoquent ce récit lignager pour conserver un capital politique auprès des autres communautés touarègues. Quant au concept de *tawset*, celui-ci correspond à un groupe politique construit autour de logiques lignagères qui correspondraient généralement à celles des catégories statutaires dominantes (*ibid.* : 4)¹⁸. Les autres catégories statutaires sans lignage y sont incorporées, épousant par conséquent partiellement le récit du lignage dominant, sans en être *stricto sensu*. Alors que les Imghad de Kidal sont en théorie intégrés dans le récit des Ifoghas, ils semblent que l'on assiste à un processus d'autonomisation de certains Imghad à Kidal et à un récit concurrent les positionnant dans un groupement politique imghad transversal au nord du Mali. Ce groupement politique est sous l'autorité militaire du général El Hadj Ag Gamou à travers le Gatia (entrevue avec un Aradjana, Bamako, 22 décembre 2016). Les Imghad du Gatia souhaitent mettre fin à ce qu'ils considèrent être la domination de leurs parents imghad par les Ifoghas dans la région de Kidal (entrevue avec un Amguid du Gourma, Bamako, 3 janvier 2017). Leurs récits se basent sur une solidarité autour de l'appartenance à une origine commune imghad.

Les élites politiques touarègues réfèrent donc à cette grammaire de la parenté articulée autour de ces notions lorsqu'elles structurent leurs récits. Leurs compétences consistent à mobiliser ces récits et à les traduire en un soutien (actif ou passif) des membres des communautés touarègues qui épousent le sentiment d'appartenance communautaire.

18. D'autres groupes, notamment parmi les autres groupes dominants moins influents, peuvent narrer des rapprochements politiques par des mariages ancestraux réalisés avec le groupe du lignage noble dominant, à l'instar des Taghat Mellet avec les Ifoghas (GRÉMONT 2010 : 107-108).

Reconfiguration du pouvoir et pluralité d'élites politiques touarègues

Du fait des reconfigurations politiques et du transfert du pouvoir vers les villes dans le cas des sociétés sahéliennes et sahariennes, P. Bonte et H. Claudot-Hawad (2000) énoncent le besoin d'étudier les différentes élites dans les milieux nomades arabes et touaregs. Souscrivant à leur définition, la notion d'élite qualifie les personnes considérées comme « les meilleures » ou « les plus remarquables » au sein de la société identifiée (*ibid.* : 1). Dans ce sens, plusieurs types d'élites touarègues existent. En effet, ces chercheurs soulignent que :

[d]u côté touareg, la représentation de « l'excellence » implique à la fois des principes de hiérarchie, de pluralité et d'électivité. Selon le poids relatif accordé à chacun de ces critères, l'excellence peut être envisagée soit comme l'apanage d'une seule catégorie sociale, les « nobles », soit comme un trait capable de caractériser des individus de la collectivité élargie, les « Touaregs », deux référents désignés par un même terme : *imajaghen* [ou *imushagh*], employé dans le premier cas au sens restreint et dans le second au sens large (*ibid.* : 8).

Une ambiguïté demeure donc dans l'appréhension de l'élite limitée à la catégorie statutaire dominante faisant référence à un lignage « noble », ou dans une définition entendue de manière plus large. Elle énonce des reconfigurations sociales et des redistributions possibles du pouvoir. En effet, après la rébellion touarègue des années 1990 et les premières élections permises par la décentralisation, une compétition de plus en plus affirmée est observable entre une élite « émergente » et une élite plus ancienne dite « traditionnelle » (Lecocq 2004). L'élite « émergente » se compose des « évolués » et des *ishumar*¹⁹ (*ibid.*). Les évolués ont été scolarisés en langue française tôt dans leur parcours et ont de plus en plus une formation universitaire (Bernus *et al.* 1993 ; Lecocq 2004 ; Dragani 2017). De nombreux évolués appartiennent à des catégories statutaires inférieures. Les *ishumar* sont composés d'autodidactes ayant suivi des formations en arabe (Lecocq 2004). Dès les années 1980-1990, l'idéologie des *ishumar* véhiculait un imaginaire de fraternité pour dépasser les logiques statutaires (Bourgeot 1990a). Certains évolués et *ishumar* ont donc à cœur un changement social, politique et économique, plus particulièrement lorsqu'ils

19. Terme *tamasheq* qui est une adaptation du terme de « chômeur » en français. Il est utilisé pour qualifier les jeunes chômeurs touaregs du Mali et du Niger s'étant exilés économiquement après les sécheresses des années 1970 et 1980, et parfois aussi pour des raisons politiques. Ces *ishumar* se sont principalement exilés en Libye.

ne sont pas de la catégorie statutaire dominante²⁰. Quant à l'élite dite « traditionnelle », elle se compose principalement des *imenokalen*, de leurs familles proches portant ou réclamant le statut d'*imushagh* et des autorités religieuses. Toutefois, ces types d'élite peuvent se chevaucher²¹.

De manière concomitante, les femmes touarègues, ayant des rôles multiples selon leurs trajectoires personnelles, appartenances communautaires, générationnelles et leurs niveaux d'éducation, sont aussi considérées et présentes dans l'ensemble des catégories des élites « émergentes ». Dans les lectures dites « traditionnelles », le rôle politique des femmes touarègues paraît *a priori* se limiter à la sphère privée et au foyer familial²². En revanche, leurs paroles peuvent avoir un écho dans la sphère publique. Garantes de la culture, de la morale et du comportement digne en société, elles peuvent jouer le rôle de conseillères politiques discrètes (entrevue avec Mohamed Lamine Fall, Afaghis, Bamako, 25 décembre 2016). Elles semblent toutefois investir progressivement le pouvoir dans l'espace public et l'incarner directement, à la manière de Nina Wallet Intalou (Bencherif & Ag Rousmane 2017)²³.

Rigidité, modularité et relativité des liens de parenté

Les communautés touarègues sont structurées en grands ensembles politiques que l'on qualifie souvent de groupements politiques (Boilley 1999). Lecocq (2010 : 13) associe ces concepts à celui de « *tegezé* »²⁴, littéralement « le bassin », ou encore « le neveu utérin », ce qui peut renforcer l'appréhension du groupement comme une structure familiale « étendue », au moins sur le plan métaphorique²⁵. Ces groupements politiques contiennent de nombreuses

20. Certains évolués ou *ishumar* demeurent toutefois des défenseurs de la chefferie des Ifoghas ou continuent de servir leurs intérêts.

21. Des Ifoghas peuvent avoir été par exemple des *ishumar*, à la manière de Iyad Ag Ghali.

22. Pour H. CLAUDOT-HAWAD (2011 : 5) : « La femme incarne le monde des origines, de la fondation de la maison (*ehan*), de l'intérieur : elle est le cœur de la société, le noyau du monde civilisé et endosse la fonction protectrice de l'abri. »

23. Celle-ci a essayé d'être élue maire de Kidal en 1999. Elle est par la suite devenue une des *leaders* de la rébellion touarègue en 2012. Depuis 2016, elle est ministre de l'Artisanat et du Tourisme du Mali.

24. H. CLAUDOT-HAWAD (2001 : 16) associe *tegezé* à un ensemble politique plus grand.

25. Je n'adhère pas, en revanche, à la « cosmogonie touarègue » défendue par H. CLAUDOT-HAWAD (2001). Celle-ci correspond à une métaphore séduisante du corps humain associée à diverses unités politiques touarègues articulées entre elles. Elle met en cohérence la famille et des logiques lignagères pour articuler le politique jusqu'à l'échelle de la *temust*, interprétée par l'auteure comme la « nation touarègue ». Cette représentation est fortement contestée par A. BOURGEOT (1994) qui déconstruit une logique métonymique visant à

tiwsaten (sing. *tawset*), littéralement des « tresses de cheveux » (*ibid.* : 10). La *tawset* est souvent présentée comme un groupe de parenté descendant d'un ancêtre commun qui correspondrait généralement au lignage de la catégorie statutaire des *imushagh*. Les catégories statutaires inférieures dans la hiérarchie statutaire — dont les Imghad, généralement traduits par « vassaux » ou « tributaires » — se rattachent « traditionnellement » à la *tawset* de la catégorie statutaire dominante (Claudot-Hawad 2001 : 16 ; Lecocq 2010 : 11-16). Au sein des *tiwsaten* peuvent se trouver de nombreuses catégories statutaires. L'*amenokal*, sorte de chef suprême du groupement politique, est élu par un conseil réuni pour le choisir, généralement dans la famille de la *tawset* dominante²⁶. L'*amenokal* a toutefois une influence relative, notamment pour régler les différends au sein du groupement politique (Boilley 1999 : 49). Toutefois, ces liens familiaux incorporant les différentes catégories statutaires au sein du lignage dominant ont été progressivement altérés depuis la colonisation. Cela est notamment dû aux divers découpages en « tribus ». Néanmoins, c'est à travers les compétitions électorales permises par la décentralisation que l'on voit s'opérer une réelle fracture entre le grand récit familial du groupement politique mobilisée par la famille de la chefferie des Ifoghas et les *imushagh* proches de la chefferie et le récit des Imghad qui cherchent à mobiliser un récit de parenté concurrent pour s'imposer dans l'arène politique de Kidal.

Polysémie et ambiguïté de la notion de « tribu » dans les récits des élites touarègues

Au Mali, la tribu est souvent présentée comme l'une des unités sociales et politiques clés par les élites touarègues. Elle est néanmoins le cumul de diverses couches de sens, au point de devenir confuse dans sa signification. Si elle a émergé comme unité de base lors des pratiques administratives à l'époque coloniale, elle se confond aussi parfois avec la notion de fractions, unités administratives nomades dans le Mali postcolonial (Lecocq 2010 : 11-16). Elle est aussi appréhendée comme l'équivalent du groupement politique,

présenter un monde politique touareg cohérent à travers des référents émiques qui ne seraient pas employés de manière systémique et systématique dans les différents contextes touaregs. Au vu de mes propres observations et différents récits touaregs collectés au Mali et au Niger, je m'accorde davantage avec le second auteur sur ce point. Voir aussi la lecture critique et nuancée de D. CASAJUS (1993).

26. Les modes d'élections varient en fonction des groupements politiques, des époques et des régions.

comme dans le cas des Kel Ansar, des Iwellemmedan, des Ifoghas et des Imghad du Gourma (entrevue avec un *leader* kel ansar, Bamako, 11 janvier 2017). Lors de mes enquêtes de terrain, les élites touarègues mobilisaient le terme de « tribu », tout en l'associant de manière étroite au concept émique de *tawset* qui n'est pourtant qu'une composante du groupement politique. Au niveau de cette structure politique, l'*etic* et l'*emic* sont donc particulièrement intriqués et mêlés (Olivier de Sardan 1998 ; Lecocq 2010 : 10-11). La tribu est une structure qui demeure par ailleurs officieuse et non reconnue au sein de l'administration malienne postcoloniale (Lecocq 2010 : 14-16). Elle incarne pourtant un système de gestion politique parallèle, puisque l'administration collabore avec les *imenokalen* des Ifoghas, des Iwellemmedan et des Kel Ansar et avec certains notables influents et anciens *leaders* des rébellions touarègues (Boilley 1999 ; Klute 1999 ; Grémont 2010 ; Lecocq 2010). À présent, deux autres logiques spatiales se superposent et se chevauchent dans la préservation ou l'acquisition du pouvoir politique par les élites touarègues. La première est celle de l'administration centrale. Des élites touarègues éduquées, appartenant principalement à des catégories statutaires inférieures dans la hiérarchie statutaire, se positionnent et occupent des postes à responsabilité. Les *imenokalen* des Ifoghas et des Iwellemmedan parviennent aussi à obtenir des postes à responsabilité, bien qu'ils semblent en perte de vitesse et en concurrence dans les postes de député (Klute 1999). La seconde logique spatiale est le résultat du processus de décentralisation²⁷ et de la compétition opérant au niveau des élections communales, où les élites éduquées qui n'appartiennent pas aux lignages dominants parviennent progressivement à se faire élire.

La réalité plurielle des catégories statutaires

L'identification à une tribu se double d'une position au sein de catégories statutaires. Les catégories énoncées de manière systématique par les élites touarègues sont : les *imushagh* (traduits par « nobles »), les *imghad*²⁸, les *inadan* (soit la catégorie des « forgerons » ou des « artisans ») et les *iklan* (qui

27. La décentralisation a été mise en place à partir de 1992 par le président Alpha Oumar Konaré (SEELY 2001) et approfondie par le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta qui a mis en œuvre les dispositions de l'accord d'Alger.

28. Les noms des groupes sociaux sont typographiés en romain avec majuscule (tout en minuscules lorsqu'ils sont employés en tant qu'adjectifs). Sont typographiées en minuscules et en italiques les catégories. Pour résoudre le problème associé au double statut « groupe social »/« catégorie » de la notion d'« imghad », j'écris *imghad* lorsque je réfère à la catégorie statutaire sans ambiguïté, et Imghad lorsque je réfère au groupe social.

réfèrent à la catégorie des esclaves affranchis)²⁹. Il est important de noter que les statuts d'*imushagh* et d'*imghad* n'étaient pas nécessairement figés dans le temps et ont pu évoluer (Casajus 2000 ; Grémont 2010). Par ailleurs, un processus d'autonomisation grandissante s'est observé au cours de la colonisation et depuis l'indépendance du Mali pour les catégories statutaires des *imghad*, *inadan* et *iklan* (Boilley 1999 ; Lecocq 2010). Une part d'entre eux ont structuré leurs propres « tribus » ou « fractions » et se distancient donc des catégories statutaires dominantes et de leurs récits familiaux.

Les significations et représentations des tribus et des catégories statutaires dépendent du positionnement de chaque interlocuteur (Grémont 2010). Les catégories statutaires demeurent par exemple particulièrement figées dans les représentations des élites touarègues maliennes revendiquant une autorité « traditionnelle » ou positionnées hiérarchiquement de manière privilégiée (Casajus 2000). Un consensus existe présentement au Mali sur les Iwellemmedan que l'on associe aux *imushagh* (Lecocq 2010 : 7). Toutefois, pour les autres groupes « nobles » ou dominants, leur positionnement est relatif et varie en fonction des interlocuteurs. Les Ifoghas tendent à se considérer sur un pied d'égalité avec les Iwellemmedan. Mohamed Lamine Fall m'énonçait que les Ifoghas avaient une sorte de « royaume » autonome dans l'Adagh et vivait en bon voisinage avec les Iwellemmedan à l'époque précoloniale. L'histoire du groupe, énoncée par Boilley (1999), démontre que les Iwellemmedan restaient vraisemblablement les acteurs dominants à l'époque précoloniale, même s'ils avaient quitté l'Adagh. Les Ifoghas bénéficiaient d'un respect pour leur origine *cherif*, mais semblaient avoir une autonomie très relative. Ces derniers cherchent pourtant à justifier par des épisodes passés leur prédominance politique dans l'Adagh³⁰. Les Imghad du Gourma considèrent par contre les Ifoghas comme un groupe inférieur hiérarchiquement aux *imushagh*. Les Imghad du Gourma n'acceptent pas la supériorité hiérarchique prétendue des Ifoghas, rappelant que leur « chefferie traditionnelle » a été institutionnalisée par les autorités coloniales françaises (entrevue avec un Amghid du Gourma, Bamako, 6 janvier 2017). Un interlocuteur amghid du Gourma appuyait ses dires avec des documents datant de l'époque coloniale (Laverdure 1907 ; Allard 1959). Les Imghad du Gourma sont à leur tour les Touaregs dominants dans leur région (Grémont 2010 : 113-115). Certains interlocuteurs m'énonçaient qu'ils sont donc des « quasi nobles » (entrevue

29. Cette catégorie est toutefois plus difficile à appréhender car les affranchissements ont eu lieu à diverses époques.

30. Les Ifoghas reconstruisent toutefois « la tradition » du groupement en s'appropriant parfois certains faits d'armes ou épisodes guerriers réalisés par d'autres communautés (BADI 2010).

avec un cadre touareg de Gao, Bamako, 5 février 2017). Le « quasi » est intéressant à noter. Il démontre que la notion d'*imghad* reste pensée comme une catégorie statutaire inférieure dans la hiérarchie statutaire, bien que les divers interlocuteurs considéraient simultanément les Imghad du Gourma comme un groupement politique dominant dans leur région.

(Re)positionnement de la chefferie des Ifoghas par des récits de parenté (ré)adaptés

Si Lecocq (2010) considère que les récits lignagers sont quasiment l'exclusivité des groupes « nobles » au nord du Mali, on constate que Badi (2010) a recueilli de nombreux récits d'Imghad qui réfèrent à des lignages. Ces généalogies sont toutefois bien moins développées dans les récits collectés par Badi. La réponse à cette contradiction est sans doute à chercher dans le fait que certains récits lignagers sont vraisemblablement des formulations récentes, dont certaines ont pu être élaborées par Mohamed Lamine Fall ou par d'autres élites traditionnelles. Au cours des années 1990, Mohamed Lamine Fall aurait par exemple établi les liens de parenté entre les groupes « nobles » ifoghas et les Imghad pour les rapprocher à la fin des années 1990, alors que les deux groupes étaient en conflit et que les Imghad reprochaient aux Ifoghas leur domination politique sur l'Adagh. Pour G. Klute (2011), Mohamed Lamine Fall aurait agi sous la demande de la chefferie des Ifoghas. Souligner les liens de parenté entre les Ifoghas et les Imghad permettait de cesser les affrontements fratricides qui avaient atteint leur pic en 1994 (Klute 2011 : 51-52). De sa propre initiative, Mohamed Lamine Fall aurait même réalisé par la suite des conférences magistrales au cours des années 2000 au lycée de Kidal pour renforcer les liens de parenté et la fraternité entre Ifoghas et Imghad dans une lecture horizontale et égale (entrevue téléphonique avec un Aradjana, 20 octobre 2018). Pourtant, celui-ci évoquait une grille bien plus verticale fin 2016 au cours du conflit, hiérarchisant les tribus et les catégories statutaires et plaçant les Ifoghas au-dessus des Imghad. Cela ne signifie pas que son propos était alors moins sincère, mais que les jeux relationnels entre Ifoghas et Imghad dans la région de Kidal depuis les années 1990 semblent se construire à travers des récits changeants, concurrents et en tensions. Par cette hiérarchie, il cherchait vraisemblablement à remettre de l'avant l'importance et la domination politique de la communauté des Ifoghas dans l'arène nord-malienne.

La famille de la chefferie (nucléaire et *tawset*) des Ifoghas cherche à mobiliser les logiques lignagères pour assurer leur pérennité au pouvoir et se

positionner au sein de l'État malien (Badi 2010 : 22). La famille de la chefferie s'est illustrée en temps de conflit avec l'autorité centrale par l'utilisation de diverses stratégies permettant de préserver leur influence et leur pouvoir (Lecocq et *al.* 2013). Au cours du dernier conflit, l'un des fils de l'*amenokal* est le chef politique du HCUA. Cela garantit à la famille des Ifoghas et à leurs proches le statut de protecteur des communautés touarègues, renforçant le prestige du groupe tout en bénéficiant des retombées politiques et économiques de l'accord d'Alger. Parallèlement à cela, l'autre fils a offert ses services de médiation entre les groupes rebelles et l'État malien, assurant le caractère indispensable de la famille de la chefferie dans le jeu politique nord-malien aux yeux de l'administration centrale et des communautés touarègues. Ce schéma s'est aussi produit par le passé (Klute 1999). Ainsi, la chefferie des Ifoghas et leur famille élargie cherchent vraisemblablement à conserver une position politique prédominante dans l'Adagh, en entretenant de multiples relations contradictoires avec l'autorité centrale et par l'entremise d'un récit de parenté fédérateur destiné aux autres communautés touarègues.

Une autre initiative prise par les Ifoghas démontre bien ces jeux de positionnement et le caractère sélectif et malléable de la parenté touarègue. En 2009, le Réseau de plaidoyer pour la sécurité et la paix des régions du Nord Mali est créé (Sidibé 2012). Il vise à rassembler les différentes communautés du nord du Mali autour des problématiques sécuritaires et de développement vécues dans la région (Ag Intalla 2009). Surnommé le « réseau » par mes interlocuteurs touaregs, ces derniers me disaient qu'il visait surtout à permettre aux Ifoghas de rester au cœur du jeu politique nord-malien. En effet, celui-ci était parti d'une initiative des Ifoghas et était dirigé par Alghabass Ag Intalla, député alors de Kidal à l'Assemblée nationale et fils du précédent *amenokal* des Ifoghas (Ag Intalla 2009). Un cadre touareg s'amusait même à souligner que ce « réseau » visait à rassembler les « parents » touaregs marginalisés dans une structure solidaire et que les Ifoghas avaient pensé à toutes les communautés touarègues « dominées » politiquement sauf leurs propres Imghad (entrevue avec un Dawsahak, Bamako, 26 décembre 2016). Les Ifoghas n'avaient en effet pas invité les Imghad. Ils avaient été en compétition électorale avec eux dans les communes de la région de Kidal au cours de la même année et avaient perdu la mairie de Kidal.

Notons donc que parmi les « parents » touaregs marginalisés dans le « réseau », on trouve les Kel Ansar et Iwellemmedan, communautés « traditionnellement » dominantes, mais affaiblies dans le jeu politique contemporain, mais aussi les Dawsahak dont l'importance est grandissante dans l'arène politique actuelle. Les Dawsahak n'avaient été un des groupes dominés que dans un passé lointain précolonial où ils étaient sous l'influence des Iwellemmedan.

Tous ces groupes avaient donc été invités dans le cadre du « réseau » démontrant le caractère sélectif de la parenté et la malléabilité des marginalisations politiques dénoncées par les Ifoghas. Les référents à la marginalisation des « parents » convoquent simultanément des réalités présentes et passées et visent à permettre aux Ifoghas de se constituer des alliances pour rester au cœur du jeu politique nord-malien.

Jeux électoraux et conflits armés : récits de parenté en compétition

Parallèlement à ces récits familiaux formulés par les Ifoghas, les éduqués et les *ishumar* parmi les Imghad du Gatia structurent un récit ancré dans l'appartenance à une parenté commune transversale au nord du Mali. Cela conduit à des affrontements armés au cours du dernier conflit entre Ifoghas et Imghad mais aussi entre Imghad. Certains d'entre eux continuent à souscrire au récit familial des Ifoghas, tandis que d'autres cherchent à faire la promotion d'un récit familial autour de l'identité amghid. Lors de la reprise du conflit armé entre les Imghad et les Ifoghas les 21 et 22 juillet 2016 par exemple, les combats auraient en réalité repris suite à une altercation entre des Imghad du Gatia et des Imghad du HCUA. Les premiers auraient taquiné les seconds sur le fait qu'ils acceptaient d'être dominés par les Ifoghas provoquant la colère de leurs interlocuteurs et conduisant à des échanges de tirs (entrevue avec un acteur de la médiation, Bamako, 25 juillet 2016 ; entrevue avec un Aradjana, Bamako, 6 février 2017). À l'aune de cet incident, il est possible d'observer que les récits familiaux des Ifoghas aussi bien que des Imghad du Gatia comportent une part de choix personnels dans l'intériorisation de ces récits de parenté en compétition. Un Amghid du Gatia m'informait d'ailleurs avec ironie que ses propres enfants avaient choisi de rester du côté des Ifoghas, car ces derniers incarnaient pour eux leurs parents, soulignant de ce fait une tension dans sa propre famille *stricto sensu* (entrevue avec un Amghid de l'Adagh, Bamako, 4 janvier 2017). Un autre m'énonçait sa fierté d'être un Afaghis, car il appartenait à la famille des Ifoghas, bien qu'il ait un statut d'*amghid* (entrevue avec un Amghid de l'Adagh, Bamako, 5 janvier 2017). Son appartenance au groupement politique des Ifoghas primait donc dans son récit de la parenté sur son appartenance statutaire et sur le récit originel amghid.

Dès mon premier séjour exploratoire, un cadre intellectuel touareg³¹, chargé de réconcilier pour le gouvernement malien les Imghad du Gatia et les Ifoghas et leurs alliés du HCUA, m'avertit sur cette compétence des élites

31. Celui-ci présentait la particularité de se reconnaître dans plusieurs communautés touarègues se rangeant pour certaines du côté des Ifoghas et pour d'autres du côté des Imghad.

touarègues à mobiliser des récits pour servir leurs intérêts. Il insiste alors sur la nécessité de ne pas appréhender leurs récits comme le reflet d'un ordre politique touareg statique et de saisir que les récits des élites touarègues traduisent des compétitions politiques entre communautés touarègues. Se mettant à la place d'une élite touarègue et mimant son comportement, en utilisant cette grammaire de la parenté pour unir autour de lui à des fins politiques, il m'énonce :

Quels sont les thèmes que je peux développer pour capter le maximum de personnes ? Je suis lié à vous par des liens de parenté. Il faut que je le prouve. Je fais un exercice parental. Par exemple : mon deuxième grand-père. Je crée une dynamique de rapprochement de manière instrumentale basée sur la tribu pour des raisons politiques (entrevue avec un cadre touareg, Bamako, août 2016)³².

Il précise aussi son propos en considérant que la « tribu » est l'équivalent de la parenté. Au cours du dernier conflit entre le HCUA et les Imghad du Gambia, les narrations des élites imghad ancrées dans une grammaire de la parenté avaient bien évidemment une vocation instrumentale. Elles constituent des actions scénarisant les compétitions électorales et les temps de conflits armés passés entre Ifoghas et Imghad en vue de (re-)dessiner les configurations politiques dans l'Adagh. Néanmoins, elles attestent aussi de rapports de force changeants entre les Ifoghas et les Imghad, dont il convient d'étudier les nuances.

Un *continuum* de conflits entre les Imghad et les Ifoghas

Dans les propos des membres du Gambia du groupe de discussion du 5 janvier 2017, le récit du conflit entre les Imghad et les Ifoghas mêle deux éléments dans un *continuum* : la lutte des *imghad* en tant que catégorie statutaire dominée dans la région de Kidal et la parenté commune partagée par l'ensemble des Imghad.

Ainsi, pour les Imghad du Gambia, le conflit armé s'inscrit dans la continuité de celui amorcé au cours des années 1990 entre l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) des Imghad, dont le *leader* militaire était aussi Ag Gamou, et le Mouvement populaire de l'Azawad (MPA) des Ifoghas. La seule différence est que, cette fois, le Gambia des Imghad est du côté du

Ce double statut semblait lui donner une certaine distance par rapport aux divers récits de parenté.

32. Certaines entrevues ne peuvent pas être datées précisément pour assurer la sécurité des personnes impliquées.

gouvernement, alors que la fois passée, c'était le MPA des Ifoghas qui avait vraisemblablement bénéficié de l'aide de l'autorité centrale pour vaincre les Imghad.

Ils ajoutaient qu'en temps de paix, toutes ces communautés, y compris les Imghad, les soutiennent. Pourtant, la fracture est plus complexe. Certains semblent effectivement se reconnaître dans le récit mobilisant la solidarité familiale imghad. Ils dénoncent l'oppression économique que les Ifoghas ont exercée sur eux dans le passé. Ils condamnent aussi le sentiment de supériorité des Ifoghas sur les Imghad. Ce sentiment serait basé, selon les Imghad, sur des logiques statutaires rigidifiées à l'époque coloniale dans la région de Kidal, logiques qui seraient à présent anachroniques. Ils se reconnaissent aussi dans une origine berbère commune, réactivant un récit sur l'ancêtre commun des Imghad : Koceila (Klute 2004 : 361-370). Celui-ci aurait lutté contre l'islamisation apportée par les Arabes, incarnés par les Ifoghas et leur ancêtre Uqba (*ibid.*). Cette opposition narrative par un conflit ancestral était déjà mobilisée par les Touaregs lors des affrontements entre l'ARLA et le MPA au cours des années 1990 (*ibid.*). Néanmoins, cette construction narrative s'était à l'époque renforcée pendant que le conflit augmentait en intensité. En effet, au commencement, l'ARLA était composée d'autres groupes non imghad, comme les Idnan (entrevue avec un cadre touareg de Gao, 5 février 2017 ; Klute 2004 : 363). Le récit des Imghad du Gatia énonçant un *continuum* de conflits, depuis l'ARLA et le MPA jusqu'aux Gatia et HCUA, n'est donc que partiellement vrai. L'ARLA comptait en son sein plusieurs communautés touarègues qui désiraient continuer la rébellion, alors que le MPA avait déjà négocié avec Bamako. Puis, le groupe s'est inscrit dans une lutte contre la domination des Ifoghas dans la région de Kidal à travers le récit de la catégorie statutaire *imghad* et a perdu progressivement la solidarité des autres communautés. Par ailleurs, si dans les années 1990, les Imghad de Kidal s'étaient solidarisés du côté de l'ARLA lorsque le récit s'est structuré autour de l'identité imghad, cela semble moins vrai en 2016-2017 (entrevue avec un cadre touareg de Gao, Bamako, 5 février 2017).

Compétitions électorales dans la région de Kidal

Les Imghad du Gatia ajoutent qu'après le conflit armé des années 1990, la famille de la chefferie des Ifoghas a utilisé de multiples stratagèmes pour emporter les élections locales, comme des ententes officieuses avec l'autorité centrale sur les résultats électoraux, ou encore une modification du recensement et de l'inscription de certaines fractions nomades pour augmenter leur

base électorale dans des localités considérées comme stratégiques. Pour les Imghad du Gatia, si certains « vassaux » bénéficient de l'appui de la chefferie pour se faire élire, ils sont, en revanche, contraints de servir les intérêts des Ifoghas.

Lors des élections communales à Kidal en 1999, la famille de la chefferie des Ifoghas a adhéré à l'ADEMA (le parti au pouvoir), alors que des Touaregs se réclamant Imghad ont rejoint le parti du Conseil national d'initiative démocratique (CNID). Nina Wallet Intalou est candidate indépendante. Au cours de ces élections, L'ADEMA remporte 9 sièges de conseillers, le CNID 7 conseillers, Nina obtient 5 conseillers et un autre candidat membre de la famille de la chefferie des Ifoghas en obtient 2³³. L'objectif est d'obtenir une majorité pour pouvoir obtenir le poste de maire. Le CNID et Nina s'allient et cette dernière obtient donc le poste de maire. Toutefois, il y aura un blocage par la chefferie des Ifoghas aidée par l'autorité centrale, et des négociations avec le CNID et Nina ont lieu pour obtenir la mairie. Les Imghad rencontrés ce jour-là et impliqués dans les jeux électoraux narrent qu'il y a eu intimidation et intervention de personnalités du gouvernement. À la toute fin, une entente est obtenue. Le poste de maire est échangé contre divers postes à responsabilité, notamment au Haut Conseil des collectivités où Nina allait être nommée. Si cette élection a déjà été abordée par Lecocq et Schrijver (2007), ceux-ci interprètent que la chefferie des Ifoghas retire son appui à Nina, du fait de la pression exercée par certains membres de la communauté des Ifoghas devenus islamistes et refusant une femme à la tête de la mairie de Kidal. Cet élément est effectivement susceptible d'avoir joué. Nina insiste d'ailleurs dans ses entrevues récentes sur le rôle nocif joué par les islamistes dans la région de Kidal (Mandraud 2012). Néanmoins, cette version collectée aussi par Lecocq et Shrijver (2007) n'est qu'un des récits explicatifs³⁴. En effet, dans les récits des Imghad, notamment au cours du groupe de discussion, cet épisode électoral démontre pour eux la volonté de domination de la famille de la chefferie des Ifoghas sur les Imghad et une tension politique structurelle entre eux. Ce récit se doit d'être néanmoins fortement nuancé et s'inscrit dans les jeux de positionnement qui avaient alors lieu lors de mes

33. Sur ces chiffres exacts, après une comparaison des données recueillies également par Denia Chebli (échange de courriels du 30 octobre 2018), le nombre de conseillers obtenus semble varier légèrement en fonction des informateurs. Dans les données recueillies par D. Chebli, Nina recueille 4 sièges et non 5 et le fils de la chefferie en obtient 3 et non pas 2. Toutefois, cela ne change pas l'information clé, à savoir que l'alliance entre le CNID et Nina a permis à cette dernière d'obtenir la majorité sur les 23 conseillers de la commune de Kidal.

34. Il était probablement le récit explicatif dominant lors de la récolte des données de LECOCQ et SHRIJVER (2007).

séjours de recherche³⁵. En premier lieu, les Imghad de la région de Kidal n'ont pas tous rejoint le Gatia. Pour de nombreux interlocuteurs, y compris parmi les Imghad, la plupart des Imghad de Kidal sont du côté des Ifoghas. De nombreuses communautés touarègues semblaient aussi, dans leurs discours, soutenir activement ou passivement les Ifoghas. Soulignant ces éléments aux Imghad du Gatia lors du groupe de discussion, ceux-ci m'ont énoncé que les Touaregs se rangent du côté des Ifoghas en temps de conflit, car ils pensent être protégés. Ils se raccrochent, selon eux, au rôle des Ifoghas comme chefs de guerre. Cette logique est plus ou moins avérée selon les communautés en fonction des référents liés à la parenté auxquelles ils souscrivent. Pour les membres de la catégorie *iklan*, ils souscrivent en majorité dans la région de Kidal au récit de l'appartenance familial au groupement politique des Ifoghas (entrevue avec un Aboghoul, Bamako, 24 décembre 2016). Toutefois, dans le cas des Sheriffen³⁶ de la région de Tombouctou, qui ne sont pas membres du groupement politique des Ifoghas, certains se solidarisent avec les Ifoghas par leur origine *chorfa* commune.

Cependant, lors des élections communales en 2009, dans la région de Kidal, de nombreux interlocuteurs parmi les Ifoghas, les Imghad et les autres communautés m'énonçaient que la famille de la chefferie des Ifoghas et les Imghad avaient été à nouveau en compétition. Les Imghad auraient alors créé un mouvement dénommé « Changement » pour remporter les élections locales, en s'alliant, notamment, à d'autres communautés locales (entrevue avec un Aradjana, Bamako, 6 février 2017). Cette fois-là, le gouvernement malien ne serait pas intervenu dans les joutes électorales dans la région de Kidal. Les Imghad auraient eu finalement le dessus, crispant encore davantage les relations avec les Ifoghas. Ce fut particulièrement le cas entre la famille de la chefferie et les Imghad de Kidal impliqués dans l'arène politique et cherchant à s'émanciper d'eux.

Les élites politiques touarègues mobilisent une grammaire de la parenté pour justifier leurs positionnements et délégitimer ceux de leurs compétiteurs auprès

35. Par ailleurs, les Ifoghas ont déjà vécu une première déconvenue en 1992 lors d'élections à l'assemblée nationale. Un des quatre sièges de député de la région de Kidal a été ravi par le CNID (KLUTE 1999 : 173). Il est intéressant de noter que cet épisode n'a pas été mobilisé par les Imghad du Gatia au cours des discussions, ou seulement de manière très elliptique.

36. Les Sheriffen (sing. Sherif) réfèrent à la fois à une tribu et à des lignages au sein d'autres tribus qui se réclament *chorfa* (sing. *cherif*) et donc descendants du Prophète.

des différentes communautés touarègues. Si le récit d'un conflit structurel entre les Imghad et les Ifoghas s'est cristallisé au cours des années 1990 et a été réactivé au cours du dernier conflit au nord du Mali, il illustre aussi une tendance forte : l'affaiblissement de la chefferie traditionnelle des Ifoghas et la montée en puissance progressive de certains Imghad dans l'arène politique de la région de Kidal. Ces Imghad correspondent pour une grande partie d'entre eux aux « élites émergentes », c'est-à-dire à certains évolués et *ishumar*. Néanmoins, la famille de la chefferie des Ifoghas et leurs parents proches continuent à instrumentaliser la grammaire de la parenté afin de conserver leur positionnement dans le jeu politique nord-malien. Malgré un système concurrentiel s'instaurant avec la décentralisation et les élections communales, la chefferie des Ifoghas parvient à se maintenir difficilement dans l'arène politique nord-malienne à travers de multiples stratégies de légitimation. Les Ifoghas parviennent à occuper des postes à responsabilité et à se faire élire, tout en maintenant la chefferie, grâce aux récits convoquant les liens de parenté. À l'opposé, les Imghad du Gatia tendent à structurer un récit de parenté pour acquérir des ressources politiques et des gains électoraux dans la région de Kidal. Celui-ci mêle l'idée d'une lutte des Imghad de Kidal, cherchant à s'émanciper politiquement des Ifoghas et à s'affranchir de la hiérarchie statutaire, avec celle de la revendication d'une commune parenté avec les Imghad d'autres régions. Leurs victoires aux élections communales de 2009 démontrent qu'ils parviennent à se positionner politiquement face aux Ifoghas.

Les Ifoghas comme les Imghad utilisent et réinventent les mémoires des communautés touarègues pour (re-)dessiner les contours des différentes parentés touarègues possibles. Se pencher sur les récits familiaux et de la parenté a permis d'apporter un niveau de complexité supplémentaire dans l'appréhension du conflit entre les Imghad et les Ifoghas. Il convient de dépasser les grilles exclusivement rationalistes et de s'interroger davantage sur les récits concurrents mobilisant différents liens affectifs, lorsque l'on se penche sur ces communautés et sur les positionnements politiques de leurs élites. Finalement, il serait sans doute éclairant d'étudier à l'avenir d'autres déclinaisons de ces récits familiaux et de parenté, notamment dans le cadre des positionnements politiques *kel ansar* dans la région de Tombouctou ou encore *iwellemmedan* dans la région de Ménaka.

BIBLIOGRAPHIE

- AG BAYE C. & BELLIL R., 1986, « Une société touarègue en crise : les Kel Adrar du Mali », *Awal*, 2 : 49-84.
- AG INTALLA A., 2009, *Manifeste pour la création d'un réseau de plaidoyer en faveur de la paix, de la sécurité et du développement au nord Mali*, <https://www.eda.admin.ch/dam/countries/countries-content/mali/fr/resource_fr_196456.pdf>.
- ALLARD J., 1959, *Rapport. Fédération du Mali, République Soudanaise, Cercle de Gao Subdivision de Kidal*, s. é.
- AYIMPAM S., CHELPI-DEN HAMER M. & BOUJU J., 2014, « Défis éthiques et risques pratiques du terrain en situation de développement ou d'urgence humanitaire », *Anthropologie & développement*, 40-41 : 21-41.
- BADI D., 2010, *Les Touaregs de l'Adagh des Ifughas. À travers leurs traditions orales*, Mémoires du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques, 13, Alger, CNRPAH.
- BALANDIER G., 1975, « Économie, société et pouvoir chez les Duala anciens », *Cahiers d'Études africaines*, XV (3), 59 : 361-380.
- BAROU J., 2017, « Dynamiques de transformation familiale en Afrique subsaharienne et au sein des diaspora présentes en France », *Droits et cultures*, 73 (1) : 29-47.
- BENCHERIF A., 2018, « Le Mali post "Accord d'Alger" : une période intérimaire entre conflits et négociations », *Politique africaine*, 150 : 179-201.
- BENCHERIF A. & CAMPANA A., 2017, « Alliances of Convenience : Assessing the Dynamics of the Malian Insurgency », *Mediterranean Politics*, 22 (1) : 115-134.
- BENCHERIF A. & AG ROUSMANE A., 2017, « Voix et perspectives sur le(s) rôle(s) des femmes : pour une résolution de la crise malienne », *Bulletin du Centre Francopaix*, 2 (3) : 1-6.
- BERNUS E., 1993, *Nomades et commandants : administration et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*, Paris, Karthala.
- BOILLEY P., 1999, *Les Touaregs Kel Adagh, dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.
- BONTE P., BROCK L. & CLAUDOT-HAWAD H., 1986, *Le fils et le neveu : jeux et enjeux de la parenté touarègue*, Paris, Éditions de la MSH.
- P. BONTE & H. CLAUDOT-HAWAD (DIR.), 2000, *Élites du monde nomade touareg et maure*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.

- BOURGEOIS A., 1976, « Contribution à l'étude de la parenté touarègue », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 21 (1) : 9-31.
- 1990a, « Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution », *Études rurales*, 120 : 129-162.
- 1990b, « Le désert quadrillé : des Touaregs au Niger », *Politique africaine*, 38 : 68-75.
- 1994, « Le corps touareg désarticulé ou l'impensé politique », *Cahiers d'Études africaines*, XXXIV (4), 136 : 659-671.
- CASAJUS D., 1982, « Le mariage préférentiel chez les Touaregs », *Journal des africanistes*, 52 (1) : 95-118.
- 1993, « Hélène Claudot-Hawad : Les Touaregs. Portrait en fragments », *Études rurales*, 129-130 : 207-211.
- 2000, *Gens de parole : langage, poésie et politique en pays touareg*, Paris, La Découverte.
- CLAUDOT-HAWAD H., 2000, « Élite, honneur et sacrifice », in P. BONTE & H. CLAUDOT-HAWAD (dir.), *Élites du monde nomade touareg et maure*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman : 15-33.
- 2001, *Éperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman.
- 2011, « Matriarcat (berbère) », in S. CHAKER (dir.), *Encyclopédie berbère*, XXXI : 4497-4705.
- DESGRAIS N., GUICHAOUA Y. & LEBOVICH A., 2018, « Unity is the Exception. Alliance Formation and De-Formation among Armed Actors in Northern Mali », *Small Wars & Insurgencies*, 29 (4) : 654-679.
- DRAGANI A., 2017, « Étudiants touaregs dans l'ancien bloc soviétique : Entre Mali et Azawad », *Cahiers d'Études africaines*, LVII (2), 226 : 417-432.
- GRÉMONT C., 2010, *Touaregs Iwellemmedan (1647-1896). Un ensemble politique de la Boucle du Niger*, Paris, Karthala.
- HAGBERG S. & KÖRLING G., 2015, « Terrains inaccessibles : Faire de l'anthropologie dans la tourmente politique malienne », *Civilisations*, 64 (1) : 141-152, <<https://www.cairn.info/revue-civilisations-2015-1-page-141.htm>>
- KLUTE G., 1999, « De la chefferie administrative à la parasouveraineté régionale », in A. BOURGEOIS (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala : 167-199.
- 2004, « L'islamisation du Sahara (re)mise en scène : les idéologies légitimatrices dans la guerre fratricide des Touaregs au Mali », in L. MARFAING & S. WIPPEL (dir.), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, Paris, Karthala : 361-378.
- 2011, « From Friends to Enemies : Negotiating Nationalism, Tribal Identities, and Kinship in the Fratricidal War of the Malian Tuareg », *L'Année du Maghreb*, VII : 163-175.

- LAVERDURE R. P., 1907 *I. Convention de Bourem, entre Kountas et Oulliminden (15 septembre 1907)*, s. é.
- LECOCQ B., 2004, « Unemployed Intellectuals in the Sahara : The Teshumara Nationalist Movement and the Revolutions in Tuareg Society », *International Review of Social History*, 49 (12) : 87-109.
- 2010, *Disputed Desert : Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Leiden, Brill.
- LECOCQ B. & SCHRIJVER P., 2007, « The War on Terror in a Haze of Dust : Potholes and Pitfalls on the Saharan Front », *Journal of Contemporary African Studies*, 25 (1) : 141-166.
- LECOCQ B. ET AL., 2013, « One Hippopotamus and Eight Blind Analysts : A Multivocal Analysis of the 2012 Political Crisis in the Divided Republic of Mali », *Review of African Political Economy*, 40 (137) : 343-357.
- MANDRAUD I., 2012, « Nina Wallet Intalou, la passionaria indépendantiste des Touareg maliens », *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/18/la-pasionaria-independantiste-des-touareg-maliens_1687042_3212.html>.
- NACHI M., 2009, *Introduction à la sociologie pragmatique*, Paris, Armand Colin.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1998, « Émique », *L'Homme*, 147 : 151-166.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. & BIRSCHENK T., 1993, « Les courtiers locaux du développement », *Bulletin de l'APAD*, 5 : 1-6.
- SEELY J.-C., 2001, « A Political Analysis of Decentralisation : Coopting the Tuareg Threat in Mali », *The Journal of Modern African Studies*, 39 (3) : 499-524.
- SIDIBÉ K., 2012, « Security Management in Northern Mali : Criminal Networks and Conflict Resolution Mechanisms », *Research Report*, 77 : 1-103.
- VIMARD P., 1993, « Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest », *Tiers monde*, 34 (133) : 89-115.

RÉSUMÉ

Cet article vise à présenter les dynamiques conflictuelles et compétitives entre élites politiques touarègues, plus spécifiquement entre les Ifoghas et les Imghad, au cours du dernier conflit malien amorcé en 2012. Mobilisant des récits familiaux et de parenté, les élites touarègues ifoghas et imghad cherchent à justifier leurs positionnements et à délégitimer ceux de leurs compétiteurs pour dominer l'arène politique de la région de Kidal. Après avoir expliqué comment la chefferie traditionnelle des Ifoghas et leurs parents proches mobilisent un récit de parenté modulé en fonction des circonstances pour conserver leur autorité dans la région de Kidal, l'article se penche sur le processus d'autonomisation politique de certains Imghad dans la région de Kidal. Ces Imghad structurent un récit de parenté concurrent et transversal à l'ensemble du nord du Mali et s'imposent progressivement dans l'arène politique locale de Kidal. Les récits ont été recueillis au cours du dernier conflit armé entre les Ifoghas et les Imghad lors de deux séjours de recherche au Mali entre 2016 et 2017. Ces récits portent principalement sur les différents conflits armés entre ces deux communautés depuis les années 1990, ainsi que sur les compétitions électorales entre Imghad et Ifoghas dans la région de Kidal.

Mots-clés: Mali, Ifoghas, Imghad, Touaregs, compétitions, conflit, élites.

ABSTRACT

Narratives of the Conflict between Imghad and Ifoghas. (Re-)positioning, Kinship Grammar and Competition between Tuareg Political Elites. — This article addresses the conflictual and competitive dynamics between Tuareg political elites, more specifically between the Ifoghas and the Imghad, during the last Malian conflict which initially started in 2012. Using familial and kinship narratives, Tuareg elites from the Ifoghas and Imghad communities look to attempt to justify their positioning and to delegitimize their competitors to dominate the Kidal region political arena. The article explains how the Ifoghas' traditional chieftancy and their close relatives mobilise a kinship narrative depending on the circumstances to keep and assert their power in the region of Kidal. It then focuses on the political autonomisation process of some Imghad in the Kidal region who frame a transversal kinship narrative to the whole northern Mali and impose themselves progressively in the Kidal political arena. These narratives were collected in Mali between 2016 and 2017. They refer mainly to the different armed conflicts between these two communities since the 1990s and to the electoral competitions between them in the Kidal region.

Keywords: Mali, Ifoghas, Imghad, Tuareg, conflict, competitions, elites.